

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant pour le Front Unique
des syndicats de l'enseignement public

N°166
13 avril 2010

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

Intervention d'Olivier Lestang au titre du courant Front Unique au Bureau National de la FSU le 12 avril

Pour défendre les pensions, les revendications, une première exigence : que la FSU n'aille pas au sommet fonction publique sur les retraites du 22 avril

Les « Etats généraux de la Sécurité » qui se sont tenus la semaine dernière avec la participation de la FSU apportent une leçon toute fraîche sur le rôle de la concertation. Le projet de communiqué discuté à ce Bureau National constate : « le gouvernement a fait fi de ce qui s'est dit ». Ce n'est tout de même pas une nouveauté !

Par contre il s'est appuyé sur les discussions qui ont eu lieu pour avancer une nouvelle pièce d'importance dans l'entreprise de déréglementation : le dispositif baptisé « Clair » qui prendrait le relais ici ou là du dispositif « ambition réussite ». La seule chose de « claire », c'est la volonté de casser les statuts : dans les collèges et lycées choisis, les chefs pourraient choisir chaque membre du personnel, les programmes nationaux seraient balayés au nom du « socle commun », et la catégorie des CPE verrait arriver des « préfets des études » à chaque niveau. Une première décision que devrait prendre ce Bureau National, c'est d'exiger le retrait d'un tel dispositif !¹

Mais puisqu'il est avéré que la discussion ne sert que de rampe de lancement au gouvernement, alors pourquoi participer à une telle réunion placée sous le signe de la « sécurité »? Participer, c'est bien avoir comme point de départ qu'un terrain d'entente est possible avec le gouvernement. Sinon à quoi bon ?²

C'est bien évidemment au sujet des retraites que cette question va se poser maintenant avec le plus de force. Aujourd'hui, 12 avril, le gouvernement met le pied sur la première marche de l'escalier qu'il doit gravir pour faire aboutir sa contre-réforme des retraites. Ses objectifs, ceux du Medef, sont connus : remettre en cause les 60 ans, les 6 derniers mois, la durée de cotisation, mais aussi, en augmentant la cotisation des fonctionnaires, baisser directement leurs salaires, comme en Grèce.

Et les marches suivantes sont clairement établies aujourd'hui : après le rapport du COR, après-demain, il y aura un texte d'étape à la mi-mai, avec un nouveau sommet sur les retraites, puis un texte préfigurant le projet de loi à la mi-juin, près des vacances, et... une nouvelle rencontre avec les confédérations syndicales, et enfin, en juillet, le projet de loi qui serait examiné dès le début septembre par le Parlement. A chaque fois un décalque de ces réunions aurait lieu au niveau de la fonction publique ; la première échéance venant le 22 avril.

Voici donc les étapes de la marche à la casse des derniers acquis en matière de retraite. La question que les travailleurs vont devoir résoudre positivement est la suivante : soit les dirigeants syndicaux accompagnent, marche après marche, le gouvernement jusqu'à fin juin, lui ouvrant un boulevard pour faire adopter son texte ; soit la concertation est brisée et le gouvernement isolé pour faire passer ce qui est pour lui « *LA Réforme* » dixit Fillon.

Aujourd'hui la direction de la FSU propose sous conditions de soutenir l'appel du congrès de l'Unl. Cet appel est une mauvaise copie de potache de la ligne des pires bureaucrates syndicaux : pas une seule revendication, et un appel à Sarkozy et au gouvernement pour qu'ils fassent une bonne réforme qui « réponde aux intérêts des travailleurs »... de qui se moque-t-on ? Si les directions des confédérations et des fédérations signent un tel appel, un appel à brader les revendications, en réalité, ils poseraient les jalons de la capitulation sans combat devant le gouvernement.

Alors, pour la FSU en particulier, dire Stop à la contre-réforme des retraites qui s'engage aujourd'hui, c'est dire stop à la concertation. C'est par exemple l'exigence du Conseil Syndical du SNU-IPP de l'Hérault, réuni la semaine dernière, que la fédération refuse toute concertation sur les retraites. La FSU ne doit pas participer à la rencontre du 22 avril avec Woerth, c'est la première mesure pour mettre en échec l'offensive gouvernementale sur les retraites³.

Contact : Front Unique, 46 rue de Trémonteix, 63100 Clermont-Fd - mel@frontunique.com

¹ A cette demande B.Groison a répondu qu'il y aurait demande au ministère de précisions sur cette annonce de Chatel.

² Bernadette Groison a répondu à cette question « si c'était à refaire nous y retournerions, ces Etats Généraux ont été une tribune pour la FSU ». Chacun peut mesurer au contraire la « tribune » qu'aurait eu, en réalité, la FSU, si sa direction s'est opposée à ces Etats Généraux sécuritaires.

³ Seule la tendance Front Unique est intervenue pour que la FSU ne participe pas à ce sommet, ni PRSI ni l'Ecole Emancipée n'ont repris cette position à leur compte.